Les principales questions qui seront discutées dans l'élection de Dorchester, sont les suivantes :

I

On reprochera à Monsieur Sévigny d'avoir voté pour la contribution de $35,000,000. à la session 1912-13.

Ce vote de Monsieur Sévigny a été donné parce que la situation était alors très alarmante suivant les déclarations du premier citoyen du pays, Sir Robert Borden. Sir Robert Borden proposait pour règler cette question, qui avait agité notre province, un remède efficace et puisqu'il s'agissait de porter secours à la Marine Anglaise qui protège la Province de Québec comme les autres Provinces du Dominion, les Canadiens-Français devaient approuver cette mesure comme les autres. Si la province de Québec s'etait isolée sur cette question en refusant quoique ce soit, cela aurait pu avoir les conséquences les plus tâcheuses pour les Canadien -Français

D'ailleurs la proposition Borden était bien plus avantageuse que celle de Laurier qui n'avait rien d'efficace comme l'a démontré le Commandant Roper, l'expert venu ici à la demande du gouvernement Laurier. Dans son rapport sur le projet Laurier, Roper disait que la dépense que ce projet aurait entrainé aurait été en pure perte, parce que ces navires auraient été démodés et bons comme du vieux fer, une fois terminée.

Monsieur Sévigny a voté $35,000.000. en prévision de la terrible catastrophe dont nous sommes les témoins depuis le mois d'août 1914.

Les libéraux, ont, depuis deux ans et demi, voté depuis plusieurs fois $35,000.000. et ils sont prêts à en voter encore.

En présence de ce qui s'est passé depuis le commencement de la guerre, il ne peut être question des déclarations faites aux élections 1911. Personne soupçonnait en 1911 que nous devrions être les témoins des événements qui nous épouvantent depuis deux ans et demi.

Aujourd'hui nous comprenons tous la gravité de notre situation. Ce n'est pas l'Angleterre ni la France qui ont voulu la guerre. Un ennemi féroce, puissant, armé jusqu'aux dents, s'est jeté sur nous et sans le concours de toutes nos forces nous sommes exposés au même sort que la Belgique, une partie de la France, la Serbie, le Monténégro, la Roumanie, la Pologne.

Si quelqu'un ne veut pas comprendre qu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour nous, qu'on lui demande d'expliquer ce complot d'envahir le Canada, organisé par les Allemands des Etats-Unis; qu'on lui demande d'expliquer cet autre projet des Allemands de faire sauter le canal Welland.

Si quelqu'un prétend que les Allemands ne nous veulent pas de mal, qu'on lui demande pourquoi ils persistent tant à garder comme prisonnier de guerre ce pauvre Docteur Béland, député du Comté de Beauce.

Conservateurs comme libéraux ont été pour toutes les mesures de guerre.

Si un homme est opposé à l'achat d'une pompe à incendie, et s'il promet de consulter le peuple avant de

voter pour en acheter une, que dirait-on de lui s'il s'obstinait à refuser les services des pompiers et de leurs appareils à incendie en voyant sa maison ou son village menacé de destruction par le feu !

Aujourd'hui, notre pays, le Canada est menacé tout comme la France et l'Angleterre et chacun doit faire son possible pour empêcher les Allemands d'atteindre leur ambition maudite. Des milliers de Canadiens se sont enrôlés volontairement, ils ont écrit les plus belles pages de notre histoire. Des milliers sont employés dans les manufactures de munitions.

D'autres cultivent la terre pour nourrir nos braves. Chacun doit faire son devoir jusqu'au jour de la paix.

Les conditions sont toutes changées.

II

LES SCANDALES

Les libéraux qui ont volé notre pays pendant quinze ans,—$40,000,000. de *boodlage*, dans le Transcontinental seulement—passent leur temps à crier au scandale.

Qu'ont-ils prouvé? Rien ou à peu près. Quel tapage ils ont fait avec les achats de la Commission des Munitions !

Une enquête a été faite par deux juges, un conservateur, le juge Meredith, et un libéral, le juge Duff.

Après sept semaines d'enquête les libéraux qui avaient fouillé partout pour découvrir quelque chose de répréhensible n'ont rien trouvé contre le gouvernement ni contre la commission des munitions. Tous les hauts cris qu'ils avaient lancés étaient en pure perte.

Sur les différentes accusations qu'ils ont lancées, des enquêtes ont été tenues par Sir Charles Davidson, Ex-Juge en Chef de la Cour Supérieure de la Province de Québec. Toutes leurs accusations ont été trouvées fausses.

Si on considère le travail gigantesque fait par le Gouvernement Borden depuis le commencement de la guerre, on est vraiment étonné qu'avec le manque absolu d'organisation militaire avant la guerre, le gouvernement ait pu atteindre d'aussi grands résultats avec si peu d'irrégularité.

Il ne faut pas oublier que les libéraux sont gens à crier toujours fort, à tort ou à raison. Le meilleur moyen de rencontrer leurs mensonges, c'est de leur répondre avec énergie que leurs accusations sont fausses et de leur faire l'éloge de l'administration actuelle.

Si un de nos amis politiques reste muet en face d'une accusation ou s'il ne la répudie pas avec énergie, cela équivaut à une admission et les libéraux déclarent ensuite que nos amis admettent qu'il y a eu du scandale ou des irrégularités.

Il ne faut pas oublier que la grande majorité des électeurs ne suit pas au jour le jour les événements politiques tel que rapportés dans nos journaux. Bien souvent, quand arrive les élections, un grand nombre d'électeurs ne connaissent pas le premier mot des questions politiques. Il appartient aux candidats et à leurs amis d'expliquer les questions de façon à former une opinion publique et pour cela il est important de ne pas laisser nos adversaires faire croire que notre parti a commis des fautes et qu'il n'a plus droit à la confiance publique. Il faut au contraire dire que nous supportons l'adminis-

tration Borden parce que nous avons confiance en elle dans le meilleur intérêt de notre pays.

QUESTION DU SERVICE NATIONAL

Les cartes qui ont été distribuées dans toutes les parties du Canada ont causé des inquiétudes en certains milieux parce que cette question n'est pas du tout comprise.

Il y a environ quatre cent mille hommes du Canada qui se sont enrôlés depuis deux ans et demi. Il ne faut pas oublier que leur enrôlement a créé bien des vides dans le commerce, l'industrie et l'agriculture. Serait-il permis à un gouvernement qui a vraiment à cœur les intérêts de notre pays de laisser continuer l'enrôlement sans se soucier de ce que sera l'avenir ici au Canada. Dans tout commerce, il est d'une prudence élémentaire de faire chaque année un inventaire.

Après deux ans et demi de guerre, il est très important de faire l'inventaire de la situation dans notre pays afin de ne pas être en face quelque bon jour d'une situation qui pourrait être désavantageuse pour toute notre population.

L'organisation du Service National est ni plus ni moins qu'un bureau de placement.

Sur les cartes qui sont adressées aux gens, on leur demande de répondre s'ils seraient disposés à remplir une position au même salaire qu'ils gagnent actuellement dans une autre partie du pays. Si les gens qui sont appelés à signer ces cartes sont disposés à aller travailler ailleurs, ils n'ont qu'à répondre oui, si au contraire ils préfèrent ne pas changer de position et rester chez eux, ils n'ont qu'à répondre non.

Il n'y a rien de malin dans tout cela.

Si on offre à quelqu'un d'aller travailler dans une manufacture de munitions par exemple, il sera libre d'accepter ou de refuser et s'il accepte, son travail lui sera très bien payé.

Il est important que nos soldats qui se battent si bravement puissent compter sur ceux qui restent en arrière pour leur fabriquer des munitions. Si quelques rouges, sans scrupule, veulent exploiter l'ignorance d'une certaine classe avec cette question, nous conseillons à nos amis d'enrégistrer ce que ces rouges diront et nous les dénoncerons dans le reste du pays.

Il ne faut pas oublier que le parti libéral a pris une attitude sur cette question.

Sir Wilfrid Laurier, chef du parti libéral, vient de conseiller aux gens de signer leurs cartes. Sir Lomer Gouin est venu parler en faveur du Service National lorsque Sir Robert Borden a tenu une assemblée à Québec, le 7 de décembre dernier sur cette question. Sir Lomer Gouin et tous ses ministres ont signé leurs cartes et ont déclaré que c'était le devoir de tout le monde de répondre aux questions posées par le comité du Service National

Le "Soleil" de Québec, organe par excellence du parti libéral dans notre province, publie l'article suivant dans son numéro :

Québec, 30 décembre 1916.

IL FAUT REPONDRE

"La semaine prochaine a été fixée par le gouvernement pour opérer un récensement volontaire, par le consentement même des individus intéressés, connu sous le nom de Service National.

Le service que le gouvernement demande au bon vouloir patriotique de chacun est des plus simples; il suffira de remplir une carte de renseignements, dont la formule comporte un certain nombre de questions très naturelles.

Chacun est sollicité de spécifier son âge, sa santé, ce qu'il gagne, sa profession et de déclarer si, oui ou non, il serait consentant si on le lui demandait pour le bien du pays, d'aller travailler ailleurs au même prix et au même travail.

Cependant, il semble que très maladroitement et sans aucune justification une agitation ait pris naissance en certains quartiers pour encourager les gens à ne pas répondre à ce questionnaire.

Une telle agitation est regrettable, elle est surtout maladroite, car si ces dangereux conseils devaient prévaloir le tort qui en résulterait pour la réputation des nôtres, serait considérable.

Le fait même que la loi du Service National ne prévoit aucune sanction ni pénalité pour ceux qui refuseraient net de répondre au questionnaire distribué devrait, à ce qu'il semble, convaincre de façon péremptoire, qu'il ne s'agit bien là que d'un appel au bon vouloir de chacun.

Refuser de remplir ce questionnaire serait de l'enfantillage; mais un enfantillage qui ne manquerait pas de donner lieu aux plus fâcheuses interprétations.

Nous voulons donc espérer que chacun se fera un devoir de répondre à l'invitation qui lui est faite par le Service National."

En présence de cette attitude du parti libéral, nous ne voyons pas comment cette question pourrait être exploitée par nos adversaires surtout si nos amis veulent se donner la peine de faire comprendre aux électeurs que cette mesure est approuvée par les deux partis et dans l'intérêt de tout le monde.

Il ne faut pas oublier non plus que Son Eminence le Cardinal Bégin a adressé à chacun de ses curés une lettre avec prière de la lire dans chaque paroisse du diocèse pour recommander à leurs fidèles de répondre aux questions posées sur la carte du Service National.

AVANTAGES POUR LE DISTRICT DE QUEBEC.

Depuis 1911, le gouvernement de Sir Robert Borden a dépensé environ $30,000,000. pour améliorer le district de Québec et il est incontestable que toute notre population a considérablement bénéficié des améliorations qui ont été obtenus.

Depuis 1911, le comté de Dorchester a été representé par l'honorable Albert Sévigny. Monsieur Sévigny peut se vanter d'avoir fait honneur à son comté en occupant les différentes positions de Vice-Président de la Chambre, de Président et en occupant maintenant la position de ministre du Revenu de l'Intérieur dans le gouvernement Borden.